

La Poste

ILLE ET VILAINE | POSTE ET TELECOM

Le 1er janvier 2011, La Poste doit devenir une société anonyme. Mais depuis quelques mois, les mobilisations se sont enchaînées pour défendre au mieux le service public postal. Tout d'abord, avec les actions des postiers eux-mêmes. La dernière en date, **le 22 septembre**, a réuni 700 manifestants à Rennes avec des chiffres de grévistes le plus souvent supérieurs à 50 % et allant même jusqu'à 100 % dans certains services. À la suite de cette manifestation était organisé un débat public par le collectif contre la privatisation de la Poste.

Cette journée importante fait suite à de nombreuses distributions de tracts, à plusieurs appels à la grève et manifes-

tations, à la signature de pétitions...

Les élus se sont également largement mobilisés avec par exemple la création du collectif « *Plus belle la Poste* » regroupant principalement des élus ruraux du département.

Si l'on en croit les sondages, une grande majorité des français (59 %) souhaite qu'un référendum soit organisé sur ce sujet, comme le revendique la CGT. Et, 63 % des français se disent opposés à la privatisation de La Poste.

Ils considèrent majoritairement qu'elle ne rendra plus la même qualité de services dans quelques années.

Le gouvernement doit maintenant écouter ses citoyens !



La Poste

VOTATION CITOYENNE

La semaine du 28 septembre au 3 octobre une votation citoyenne était organisée pour un débat public et un référendum sur le service public postal.

Partout où cela a été possible, des bureaux de vote ont été tenus. Plus d'une soixantaine d'organisations syndicales, de partis de gauche, d'associations... se sont réunis pour, ensemble, organiser cette grande initiative. Le bilan est d'ailleurs à la hauteur avec plus de 2 millions de votes comptabilisés en France !

En Ille et Vilaine, près de 33 000 personnes ont participé à la votation, relayé par le comité 35. Des initiatives de votes ont aussi été organisées par des syndicats CGT. Le NON arrive évidemment largement en tête avec 98,01% des votes.

Plus de 67 villes et communes ont participé sur plus de 200 points de vote. Toutes les couches de la population, quel que soit leur âge, à la ville comme à la campagne, des centaines d'élus, ont rejeté le projet de changement de statut de La Poste.

Sans attendre les initiatives du comité national, il est proposé de poursuivre l'action pour faire respecter ce nouveau rapport de forces en direction :

- ▶ du préfet,
- ▶ de la direction départementale de La Poste pour que les restructurations s'arrêtent,
- ▶ des élus pour recenser les délibérations sur la poste,
- ▶ des députés et sénateurs pour exiger le retrait du projet de loi.

France Telecom ILLE ET VILAINE | FAPT

Depuis plus d'un an et demi, l'aggravation des conditions de travail des salariés à France Telecom a entraîné le désespoir au point que certains mettent fin à leurs jours. Cette situation est aussi insoutenable qu'elle est inacceptable. Et que dire des décisions unilatérales de la direction imposant aux salariés des changements de métiers, de zone géographique... Les alertes et les actions répétées des syndicats et des salariés n'ont pas suffi à faire prendre conscience de la gravité de la situation à ses dirigeants. Le PDG de l'entreprise est allé jusqu'à considérer, devant la presse, ces actes désespérés comme une « mode » !

Le 1er octobre, des débrayages ont été organisés pour rendre hommage au « collègue d'Anecy » dont les obsèques se sont déroulées ce même jour à 15h. Dans le département, ce sont près de 600 salariés qui ont exprimé, par leur participation, leur exaspération de la situation à France Telecom. Il aura tout de même fallu attendre le suicide de 24 salariés en 18 mois pour que la direction s'engage à stopper les mobilités forcées par des projets de restructuration et ce seulement jusqu'au 31 octobre.

En 1988, France Telecom se sépare des PTT. Le 1er janvier 1991, France Telecom devient un exploitant autonome de droit public. En 1996, il est transformé en société anonyme dont le capital est détenu à 100 % par l'État. En 1997, l'entreprise ouvre son capital au secteur privé et est cotée en bourse. Aujourd'hui, le groupe gère plus de 186 millions de clients dans le monde. Son chiffre d'affaire est 53,5 milliards d'euros. Les bénéfices pour l'année 2008 s'élèvent à plus de 4 milliards d'euros. En 10 ans, l'entreprise est passée de 170 000 à 110 000 salariés en France.

Pôle emploi SAINT-MALO | ORGANISMES SOCIAUX

En janvier 2009, ASSEDIC et ANPE fusionnent. Depuis, les conditions de travail des agents et l'accueil des usagers n'ont cessé de se dégrader. Le 6 octobre, 96 % des agents du pôle emploi de Saint-Malo étaient en grève. Ils dénoncent la dégradation des services depuis la fusion. Plus particulièrement, ils reprochent l'accumulation de retards dans le traitement des dossiers, des entretiens... Cette situation est d'autant plus préoccupante que le rôle de cette administration est de créer les conditions d'un meilleur retour

à l'emploi des chômeurs. Dans le même temps, le gouvernement a décidé de faire appel à des entreprises privées pour gérer l'afflux de chômeurs liés à la crise actuelle. A ce sujet, le rapport remis **le 6 octobre** par le comité d'évaluation des expérimentations d'accompagnement renforcé des chômeurs est sans appel. Le service public du pôle emploi est plus efficace que le secteur privé. Il ne s'agit pas d'incriminer le secteur privé mais bien de reconsidérer le secteur public et l'efficacité du travail effectué par ses agents.

Récupérons la TVA ILLE ET VILAINE | COMMERCE

La fédération du Commerce, de la Distribution et des Services a lancé une pétition nationale pour l'augmentation des salaires dans la restauration. Depuis **le 1er juillet**, les entreprises du secteur bénéficient d'une baisse de leur taux de TVA de 14,1 %. L'addition s'élèvera à 3 milliards d'euros pour le contribuable.

Pourtant, les salariés ne sont pas les principaux bénéficiaires de cet allègement de charges. Pas plus que les prix n'ont baissé dans les proportions dans lesquelles s'était engagée la profession. La pétition est disponible auprès de l'union départementale et en ligne sur le site : <http://www.recuperonslatva.fr>.



PSA

CHARTRES DE BRETAGNE MÉTALLURGIE

Depuis fin août, la production est répartie à l'usine PSA de la Janais. Mais, la direction poursuit son plan de « départs volontaires ». 1200 salariés ont déjà accepté de partir. Parmi eux, environ 120 partent en retraite, 620 vont suivre une formation de reconversion et 120 seront mutés sur un autre site PSA. Malgré cela, la direction souhaite qu'ils soient 550 de plus à partir. Les aides au départ vont de 15 000 à 45 000 €. Mais, pour faire un peu plus pression sur les salariés, ils ont tous reçu un courrier à la rentrée vantant les mérites du départ ou ceux de la région parisienne ! Alors peut-on encore parler de volontariat ?

PSA Peugeot Citroën est le 2e constructeur automobile européen avec 13,8% des parts de marché et le 1er constructeur de véhicules légers avec 19,9% des parts de marché.

En 2008, il a vendu plus de 3,2 millions de véhicules.

Environ 45% des véhicules sont produits à l'étranger. Au 31 décembre 2008, PSA employait 201 700 salariés soit 10 000 de moins que 2 ans auparavant.

Barre Thomas

RENNES | CHIMIE



Ils ont définitivement gagné. **Le plan social de 2007/2008 est annulé.** La Cour d'appel de Rennes vient de confirmer le jugement de première instance. Pour les salariés, c'est une nouvelle victoire pour le respect des droits et de la dignité. C'est aussi une victoire syndicale, à laquelle la CGT a contribué grandement et qui doit permettre d'alimenter la confiance dans l'action collective, pour l'avenir de la

Barre Thomas et du secteur de l'automobile, pour la satisfaction des revendications.

Mais cela reste insuffisant. C'est la raison pour laquelle la CGT lance une grande pétition pour que PSA reprenne la Barre Thomas avec l'ensemble de ses salariés, comme Renault vient de le faire avec la SBFM. Les cartes pétitions sont disponibles à l'union départementale. Il est important de les faire signer massivement.

La société des polymères Barre-Thomas est spécialisée dans la réalisation de pièces pour l'industrie automobile, notamment des pièces d'étanchéité, d'anti-vibration, d'accoustique.

Créée en 1954 et ancienne propriété de PSA, l'équipementier a été acheté en 1999 par l'italien CF Gomma. Depuis le dépôt de bilan, elle est la propriété du groupe Silver Point.

Faurecia

ST-NICOLAS DE REDON | MÉTALLURGIE

Les salariés de l'entreprise se sont mis en grève **jeudi 17 septembre** pour réclamer des augmentations de salaires. L'appel unitaire CGT et CFDT a permis la mobilisation de 95 % du personnel. Le site doit fermer ses portes en

2011. Si l'entreprise a décidé de faire marche arrière pour la fermeture d'une usine dans le Nord, cela ne semble pas le cas pour celle de Saint-Nicolas de Redon. Après une journée et demie de grève, les salariés ont tous, y

compris les intérimaires, obtenu une augmentation de salaire de 115 € par mois.

Cette somme leur sera versée lors de la fermeture définitive en juin 2011 pour un montant de 3450 €.

Faurecia est un équipementier automobile spécialisé dans les armatures de siège métalliques qui travaille à plus de 65% avec Toyota mais également avec Citroën et Renault. Le groupe comprend 190 sites de production dans 29 pays. Le groupe salarie 58000 personnes et génère un chiffre d'affaire de 12 milliards d'euros (chiffres 2008).

TDF

CESSON-SÉVIGNÉ

POSTE ET TELECOM

À nouveau, les salariés de TDF se sont mobilisés pour s'opposer au plan de licenciement imposé par la direction. Celui-ci prévoit en effet de supprimer 460 emplois en France.

Autour de Rennes, 140 salariés travaillent pour TDF. Le plan de restructuration fait craindre la suppression de 40 emplois sur le site de Cesson-Sévigné et le transfert d'une vingtaine de salariés.

Après une semaine de grève du 14 au 18 septembre, 3 organisations syndicales (CFDT, FO et CFTC) ont voté un accord de fin de conflit.

Les salariés de Cesson, comme plusieurs autres sites en France, ont également interpellé les élus pour dénoncer la recherche de rentabilité à court terme et l'objectif de vente de l'entreprise sur le dos des salariés.

Les élus de Rennes Métropole se sont engagés à demander le maintien des emplois, grâce à la poursuite des recherches et de l'innovation.

TDF (TéléDiffusion de France) est née en 1975 de l'éclatement de l'ORTF. Placée sous la tutelle des PTT et de la Communication en 1982, TDF devient société anonyme en 1987.

Le Groupe TDF est le principal opérateur de réseaux hertziens et d'infrastructures mutualisés en Europe (télévision, radio, téléphonie...).

TDF est passé, en France, de 3600 emplois en 2000 à 2400 en 2009. Il possède 10 100 sites d'exploitation. Le chiffre d'affaire du groupe est de 1,63 milliard d'euros.

CHU

RENNES | SANTÉ

Depuis plusieurs mois, les agents hospitaliers du CHU de Pontchaillou sont en lutte contre le projet visant à supprimer 5 jours de RTT avec plus conséquence supplémentaire, la suppression de 100 postes.

Après une trêve estivale, ils se sont à nouveau mobilisés à la rentrée. **Judi 10 septembre**, ils étaient en grève et manifestation. Ils ont également allumé un bûcher de palettes au pied du bâtiment de la direction.

Sourd aux revendications, le directeur refuse de modifier ses projets.

Le **jeudi 17 septembre**, les personnels étaient donc une nouvelle fois en grève et en manifestation. Ils sont allés à la rencontre des usagers pour les sensibiliser aux conséquences de ces restructurations. Une opération de ralentissement a également été menée par 200 grévistes sur la route de Saint-Malo. La mobilisation se poursuit.

Teleperformance

RENNES | POSTE ET TÉLÉCOM

Le 29 juillet dernier, un appel national à la grève est lancé à Téléperformance.

Le centre de Rennes a suivi le mouvement en débrayant 2 heures de 11 h à 13 h. Plus de 70 % des salariés se sont mobilisés.

Ils ont très clairement exprimé leur volonté de poursuivre leur mobilisation contre la fermeture des sites, les suppressions de postes et la mobilité forcée et plus généralement le mépris de Teleperformance envers ses sala-

riés, mais aussi pour faire échec au projet de restructuration.

La direction projette la fermeture de 3 sites en Ile de France, avec comme conséquences, le licenciement de 157 salariés, une mobilité forcée de près de 400 salariés, toujours en Ile de France et 35 suppressions d'emploi sur le bassin lyonnais.

Les revendications portent aussi sur la mise en place d'un 13e mois, le refus de l'annualisation du temps de travail, des tickets restaurant pour tous...

Teleperformance met en place des programmes de relation client couvrant l'intégralité du cycle de vie client. Elle est présente dans 47 pays et comprend 100 000 salariés dont 12 500 en France. Le chiffre d'affaire du groupe, en 2008, s'élève à 1,784 milliard d'euros en progression de 12 % et 360 millions d'euros pour la France. Les bénéfices nets dépassent les 175 millions d'euros en progression de 12 % également.

APPEL AUX SYNDICATS

Faites nous connaître vos luttes afin que nous en parlions dans cette publication. N'oubliez pas de nous tenir informés des suites et des résultats obtenus. Vous pouvez envoyer toutes les informations (textes, photos, etc) sur notre adresse mail (ud35@cgt.fr). Pour plus de facilité, indiquez dans l'objet du message « **INFO LUTTE - Nom de l'entreprise concernée** ».

Maison d'arrêt

RENNES | PÉNITENTIAIRE

Samedi 18 juillet, un détenu, armé d'un poinçon artisanal, s'est jeté sur un surveillant de prison et lui a perforé la joue. Malgré l'alerte régulière sur le comportement de certains détenus, la direction attend toujours le passage à l'acte pour prendre les décisions qui s'imposent. La CGT dénonce aussi la surpopulation carcérale. À Rennes, 480 détenus pour 330 places ! Le manque de person-

nel chronique n'arrange rien. Beaucoup d'agents font plus de 40 heures supplémentaires chaque mois. La CGT réclame qu'une réelle réflexion soit menée sur la présence de détenus souffrant de troubles psychiatriques et ultra-violents ! Pour manifester leur colère et leur solidarité, les surveillants ont organisé un retard de prise de service et se sont rassemblés dans la cour d'honneur de la prison.

Osiris

RENNES | TRANSPORTS

Osiris est une société de surveillance d'une quinzaine de salariés qui travaille en grande partie pour la sécurité dans le métro rennais. Depuis quelques mois, leur situation sociale s'est fortement dégradée avec des conditions de travail de plus en plus difficiles. En avril les salariés ont décidé de s'organiser collectivement et ainsi demandé des élections professionnelles en présentant une liste CGT. Depuis, 4 salariés ont été convo-

qués à un entretien préalable de licenciement. Ils ne se sont pas laissés faire et ont réagi **le 24 juillet dernier** en organisant un rassemblement devant le siège à Janzé avec la présence des salariés et d'autres syndicats CGT. Ils ont ainsi gagné :

- ▶ un engagement écrit confirmant l'annulation de licenciement pour 2 salariés et l'arrêt de ces pratiques abusives
- ▶ une rencontre avec le délégué syndical sur le dialogue social

Prud'hommes

FOUGÈRES

Le Conseil d'État a décidé l'annulation du décret du 29 mai 2008 supprimant le Conseil des Prud'hommes de la ville de Fougères. C'est un aboutissement des actions menées depuis fin 2007 avec les organisations syndicales, les élus, les associations, les professionnels... La décision d'annulation de fermeture est prise, mais elle ne suffit pas, à elle seule, à la réinstallation du tribunal de Fougères. Cette juridiction doit

redevenir de proximité. L'union locale a interpellé le sous-préfet afin qu'il intervienne auprès de la Justice dans ce sens. Elle a également écrit au député, au maire, au sénateur et au président du Pays de Fougères afin qu'ils initient une action pour obtenir cette réinstallation. Une démarche similaire a été engagée par l'UL et l'UD en direction du préfet et du bâtonnier de l'ordre des avocats de Rennes.

Conjoncture économique

ILLE ET VILAINE

Une réunion sur la conjoncture économique s'est tenue **le 1er octobre**. Comme l'on pouvait s'y attendre les chiffres ne sont malheureusement pas bons, n'en déplaisent aux financiers qui considèrent que les problèmes sont derrière.

En un an, le chômage des jeunes est en augmentation de 45,1 % en Ille et Vilaine soit bien plus que l'évolution régionale (+37 %). Globalement, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 33,7 % dans le département, de 27,5 % dans la région. Il s'élève maintenant à 34 985 demandeurs d'emplois. Le nombre de chômeurs de longue durée a quant à lui augmenté de 27,5 %. Les services fiscaux ont enregistré une chute de la TVA encaissée de 43,15 %.

Le nombre de dossiers de surendettement a augmenté de 33,33 % par rapport à l'année dernière avec 196 dépôts rien que pour le mois d'août.

Le nombre d'immatriculations de véhicules neufs est en baisse de 61 % sur un an.

Quelques signes positifs sont cependant à constater tels qu'une reprise de commercialisation de logement neuf.

Et ce ne sont pas les opérations du plan de relance qui, malheureusement, inversent la tendance.

